



Lettre ouverte au journal L'Humanité

Accueilli cette année sur le stand de FAL, le CSPN (Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua) a été très choqué de se retrouver en face d'un stand se revendiquant du FSLN lors de la fête de L'Humanité 2022.

La plupart des membres du collectif ont soutenu le FSLN dans les années 1980, alors qu'il promettait de mettre en œuvre une révolution porteuse d'espoir pour toute l'Amérique latine et que ce petit pays résistait face à l'impérialisme américain. Mais le FSLN d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui qui avait combattu Somoza et mis en œuvre les réformes des premières années de la révolution sandiniste en faveur des plus pauvres, en respectant les droits humains, les droits des femmes et des peuples indigènes. En 2018, après avoir réprimé la jeunesse et les paysans qui s'étaient soulevés, Daniel Ortega et sa clique ont éliminé toute opposition sandiniste interne, enfermant et laissant mourir en prison d'anciens camarades d'armes, des révolutionnaires et des commandants de la révolution. Hugo Torres, par exemple, qui avait délivré Ortega lorsque celui-ci était en prison, est mort à la suite de mauvais traitements lors de son incarcération. La commandante Dora Maria Tellez, qui avait dirigé la prise du Palais national, prélude au départ de Somoza, et libéré León, la deuxième ville, est à l'isolement et son état de santé est alarmant. Ce ne sont là que quelques-uns des exemples des mauvais traitements subis par les prisonnières et les prisonniers politiques.

Ortega et Murillo ne sont ni de gauche, ni anti-impérialistes, ni anticapitalistes, bien au contraire :

- Le Nicaragua d'Ortega a reçu les félicitations du FMI pour sa bonne gestion en matière économique.
- Il a interdit l'avortement thérapeutique autorisé jusque-là, sous la pression de l'Église la plus réactionnaire, avec laquelle il a pactisé.
- Ortega a passé une alliance avec la droite en 2007 pour être reconduit à la présidence.
- Des zones franches permettent à des entreprises étrangères d'exploiter sans scrupule des milliers de travailleurs et surtout de

travailleuses dans les pires conditions.

- Ortega partage et contrôle avec sa femme et ses enfants les profits et les richesses du pays. Notamment les ressources issues de l'extraction minière ou encore de nombreux médias.

- Ils ont réprimé et tabassé, en 2018, les retraités qui manifestaient contre une réforme des retraites imposée par le FMI.

- Ils ont tué plus de 300 manifestants lors des émeutes de 2018 conduites essentiellement par les étudiants (en solidarité avec les retraités).

- La police est souvent soutenue par des paramilitaires (souvent des prisonniers de droit commun « libérés » et armés pour l'occasion).

- Ils torturent, notamment à la prison d'El Chipote, tristement célèbre sous la dictature de Somoza.

- Le gouvernement a récemment fermé toutes les radios et télévisions qui ne les soutenaient pas accusées d'être des « agents de l'étranger », accusation reprise contre tous les opposants : 54 médias sont désormais interdits.

- Le projet de concession pour la construction d'un nouveau canal à un milliardaire chinois a permis d'expulser de leur terre des paysans pauvres qui sont bien sûr réprimés lorsqu'ils s'y opposent.

- Plus de 100 000 Nicaraguayen•nes ont dû fuir la dictature, notamment vers le Costa Rica.

- Aujourd'hui de nombreuses organisations de gauche internationales ainsi que des pays progressistes – le Chili, la Colombie – condamnent cette dictature.

- Récemment le Parlement européen, avec les voix d'une partie de la gauche, notamment française, a voté une résolution dénonçant sur le non-respect des droits humains au Nicaragua. L'ONU est allée dans le même sens.

Des jours heureux au Nicaragua ? Pour quand ?

Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua